

Brésil(s)

Sciences humaines et sociales

7 | 2015 :

Les mobilisations de juin 2013

Dossier – Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation

Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation

BRENO BRINGEL ET GEOFFREY PLEYERS

p. 7-18

Texte intégral

Le dossier « Les mobilisations de juin 2013 » a bénéficié du financement de la Fondation Carlos Chagas Filho de soutien à la recherche de l'État de Rio de Janeiro (FAPERJ), notamment grâce à la Bourse pour jeunes chercheurs de notre État (Bolsa Jovem Cientista do Nosso Estado) dont a bénéficié Breno Bringel. Cette subvention a permis la traduction du portugais vers le français de deux textes du dossier. *Brésil(s)* remercie la FAPERJ pour cette aide exceptionnelle.

- 1 Tout semblait indiquer que 2013 serait marqué par le bilan de dix années de gouvernement du Parti des travailleurs (PT) et par les soubresauts de la préparation des élections générales de 2014. Du côté des gauches brésiliennes les diagnostics et les pronostics allaient de la défense intransigeante d'une politique au service des secteurs les plus vulnérables de la population à une critique des limites et contradictions du « lulisme » (Singer 2012). De nombreux intellectuels et acteurs sociaux ou politiques s'étaient inscrits dans cette seconde ligne et pointaient la nécessité d'un « tournant à gauche », voire même d'un nouveau cycle de luttes pour « radicaliser » la démocratie, mais sans dépasser le stade de discours aux réalisations incertaines et qui, au printemps 2013, ne semblaient pas s'inscrire dans l'horizon des possibles (NETSAL 2013).
- 2 Les politiques de redistribution, la croissance économique, le prix du pétrole et des matières premières ont permis une amélioration incontestable de la qualité de vie d'une grande partie de la population. Le point de vue général, partagé par les politiciens, les médias et une bonne partie de l'opinion publique, était qu'au-delà des critiques de quelques intellectuels, l'année 2013 s'annonçait « tranquille ». Très peu imaginaient qu'elle passerait à la postérité comme celle de l'une des plus grandes mobilisations de l'histoire récente du Brésil. Beaucoup ont été surpris par l'apparition souvent qualifiée de « soudaine » de ces protestations mais aussi par leur forme d'organisation et leur signification (Bringel 2013a).
- 3 Comme tous les mouvements de ce type, les Journées de juin ont mêlé des voix, des acteurs et des revendications différents. Elles se sont inscrites dans une grammaire très contemporaine des mobilisations, que ce soit au niveau de leurs mots d'ordre, de leur organisation ou du lien qui s'est créé entre les individus, le mouvement et la société.
- 4 De manière générale, on peut distinguer deux types d'interprétations de ces journées. Les interprétations sociales et politiques, d'une part, actuellement dominantes, se sont centrées sur les interventions les plus directes et immédiates dans le débat public (Ricci & Arley 2014 ; Locatelli 2013). Très répandues au début des manifestations et souvent précipitées, elles ont notamment porté sur les différents groupes qui composaient les foules de manifestants, leur identité, les raisons qui les mobilisaient et leur impact sur l'arène de la politique institutionnelle. Chacun y allait de son explication, depuis des accusations dénonçant la présence d'une menace fasciste dans les rues (Santos 2013) jusqu'aux célébrations des acteurs comme une nouvelle foule révolutionnaire (Cava 2013).
- 5 Des interprétations proprement sociologiques, d'autre part, ont été progressivement formulées, sans que leur diffusion ne dépasse généralement le monde académique. Elles se distinguent du premier ensemble par le recours plus systématique et rigoureux à des recherches empiriques, que ce soit des entretiens approfondis, l'observation des participants sur une plus longue période, la création de bases de données ou des analyses de réseaux. Elles ont, par exemple, connecté le cycle actuel de protestation avec des cycles antérieurs, afin de mieux comprendre la dynamique d'émergence et l'ambivalence des nouveaux acteurs (Alonso & Mische 2015). Ces contributions se sont inscrites dans les débats théoriques sur les mouvements sociaux dont elles ont souvent proposé des inflexions et rediscuté les concepts, par exemple en insistant sur un décentrement des analyses par rapport aux organisations, sur le côté sporadique ou performatif de certaines actions (Dowbor & Szwako 2013) ou l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Elles ont utilisé des angles d'approche distincts de ceux des interventions immédiates, même si certaines ont en même temps vocation à contribuer à une sociologie publique de ces types d'événements (Burroway 2005 ; Bringel & Pleyers 2015). Cette démarche permet de défendre la possibilité d'un recours systématique à des données empiriques rigoureuses pour comprendre les reconfigurations des sociétés et de leurs mouvements sociaux, sans céder pour autant à une casuistique qui sépare leur étude d'une analyse globale ou, au contraire, l'associe à des perspectives normatives.
- 6 Ce dossier thématique de *Brésil(s)*. *Sciences humaines et sociales* rassemble des textes qui combinent analyses et recherches empiriques. Ils permettent de dépasser certaines limites des perspectives actuellement dominantes au Brésil, et ce à deux niveaux.
- 7 Premièrement, nous avons voulu resituer les mobilisations de juin dans leurs dimensions spatio-temporelles en prenant en compte trois impératifs :
- 8 1. Pour comprendre les mobilisations de 2013, il est indispensable d'élargir une perspective centrée sur le Sud-Est du pays. On ne peut s'arrêter à l'axe São Paulo – Rio de Janeiro (en y ajoutant parfois Porto Alegre) auquel l'attention médiatique s'est attachée. Nous présentons des recherches menées dans des villes plus périphériques comme Vitória (Cristina Losekann) ou Goiânia (Francisco Tavares et João Henrique Roriz). Le lien au politique, les logiques de mobilisation, la composition sociale des manifestants et le rapport de force entre acteurs y sont différents. Ces articles contribuent à donner une image plus complète des mobilisations de 2013.
- 9 2. Ce dossier souligne la nécessité de considérer ces événements, leur émergence et leur impact à différentes échelles. Dans chaque ville, les mobilisations de juin ont articulé des revendications plus générales avec des enjeux locaux. Toutefois, elles avaient aussi une forte dimension nationale : elles ont eu lieu dans toutes les régions du pays, les couleurs et le drapeau brésiliens ont été

présents dans les défilés, le questionnement du modèle sociopolitique de cooptation d'acteurs de la société civile a été partout un enjeu. Enfin, les Journées de juin s'insèrent également dans une géopolitique de l'indignation (Bringel 2013a ; Pleyers & Glasius 2013) marquée par une mise en résonance des mouvements et des subjectivités ainsi que par des dynamiques de diffusion et de rétro-alimentation pratiques et symboliques. Ces connexions entre différents niveaux d'action sont au cœur de la contribution d'Yves Cohen et Marco Aurélio Santana.

3. Le mois de juin 2013 restera considéré comme l'épicentre des mobilisations dans tout le pays, pourtant celles-ci n'ont ni commencé, ni ne se sont terminées à cette date. L'article de Marco Antonio Perruso et Viviane Becker Narvaes montre qu'il est essentiel de resituer ces événements dans une temporalité de moyen et long termes en prenant en compte leurs antécédents pour comprendre l'émergence de leurs acteurs mais aussi leurs interactions avec l'État et avec le reste de la société. Le modèle d'intégration socio-politique mis en œuvre autour de l'alliance entre le PT et la Confédération unitaire des travailleurs (CUT) – le système « PT-CUTiste » – est profondément ancré dans un schéma national de médiation des mouvements sociaux qui s'est construit dès les années 1930 dans les relations entre les classes ouvrières et l'État autour d'un programme national-populaire.

Deuxièmement, comprendre la dynamique et l'impact de ces mouvements requiert également de dépasser la dimension électorale de la politique et de la démocratie.

L'impact politique direct de ces grandes mobilisations reste difficilement mesurable. Au Brésil, quelques revendications corporatistes ont trouvé satisfaction, la présidente Dilma Rousseff a pris ou accéléré quelques mesures politiques concrètes. La cote de popularité de certains politiciens a diminué dans les sondages, remettant parfois en cause leurs projets de carrière. Le moyen terme, comme cela a probablement été le cas du gouverneur de l'État de Rio de Janeiro. On reste cependant bien loin d'une transformation de l'arène électorale et l'impact des mobilisations sur les élections nationales de 2014 semble avoir été limité. En cela les événements brésiliens ont ressemblé à ceux qui se sont produits dans d'autres pays. En Turquie, par exemple, le mouvement du parc Gezi (contemporain des mobilisations brésiliennes) a été suivi par de larges victoires électorales de l'AKP, le parti du premier ministre R. T. Erdoğan contre lequel se battaient les manifestants. Ces résultats électoraux n'invalident pas pour autant les mobilisations et ne présagent pas forcément de leur perte d'influence. Rappelons qu'en France, les élections nationales de juin 1968 donnèrent une large victoire à la droite dans les urnes. Qui niera pourtant qu'à moyen et long termes, l'impact du résultat de ces élections fut bien moindre que celui du « mouvement de Mai », un bouleversement culturel qui a profondément transformé la France (Touraine 1968 ; Boltanski & Chiappello 1999).

Certes, en Espagne et en Grèce, les partis Podemos et Syriza sont en grande partie nés d'un processus spécifique d'organisation d'un mouvement populaire et de sa traduction politique sur la scène électorale (Della Porta 2015) ; en Tunisie, la révolution de 2011 a ouvert un espace démocratique sans que ceux qui ont été à son origine ne se soient emparés du pouvoir. Ces trois cas font toutefois figure d'exceptions. Ailleurs, les mouvements de masse « post-2010 » ne se sont pas ou peu traduits dans la politique électorale. En tant que mobilisations faiblement structurées, celles des Indignés, d'Occupy Wall Street et la plupart des révoltes arabes ont été confrontées aux limites des réseaux et mouvements que pointe Lilian Mathieu (2011, 40) : ils ont « une grande capacité à impulser des mobilisations mais sont inaptes à les clore, puisqu'ils ne peuvent négocier et signer des accords de sortie de conflit et ne jouissent pas de la légitimité que fournissent les mécanismes d'élection et de représentation ».

Les articles que nous avons réunis ici analysent les différentes significations des processus socio-politiques mais aussi celles, subjectives, qui ont été portées par leurs acteurs. C'est notamment le cas dans celui de Lucia Rabello de Castro et Conceição Seixas Silva qui étudient les transformations du rapport des jeunes à l'engagement et au politique. Leur recherche empirique montre des aspects de l'évolution de cette relation pour une génération née après la dictature et pour laquelle la portée et le sens de la démocratie représentent bien plus que le vote. La contribution des psychologues sociaux de la jeunesse (Mayorga, Castro & Prado 2013) est précieuse pour comprendre des mutations sous-jacentes que le mouvement de juin a rendues plus visibles et plus explicites. Nous devons également analyser la subjectivité des acteurs pour mieux saisir comment une indignation diffuse a émergé à partir d'expériences de la vie quotidienne. Ce vécu, les relations personnelles et l'engagement public sont étroitement mêlés dans l'activisme préfiguratif (Pleyers 2010, 73-88) mis en œuvre par de nombreux jeunes.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les articles de ce dossier de *Brésil(s)*. Avant de leur laisser la place, nous souhaitons souligner ici trois des principales significations de ce mouvement : un nouveau cycle de protestation, une reconfiguration de la société civile et l'émergence de sujets politiques ancrés dans une autre conception de la démocratie, représentant en partie une nouvelle génération de militants.

Un nouveau cycle de protestation

On distingue généralement deux grands cycles de mobilisations dans le Brésil contemporain, d'une durée d'une vingtaine d'années chacun. Ils se caractérisent par une modalité spécifique du rapport entre l'État et la société, une configuration particulière de la société civile et un sens de la démocratie ; ils donnent lieu à l'émergence d'une nouvelle génération de militants. Le premier qui débute au début des années 1970, est celui de la lutte contre la dictature, suivi d'une période de démocratisation. Il se conclut avec les grandes manifestations qui ont mené à l'impeachment du président Collor de Mello en 1992. Un autre cycle s'ouvre alors, caractérisé par une société civile très structurée autour de grandes organisations et, à partir de l'arrivée au pouvoir du PT, d'un processus d'intégration et de cooptation d'acteurs de la société civile par l'État (Bringel 2009). Les journées de juin 2013 questionnent profondément ce dernier modèle par les significations auxquelles elles donnent naissance, par leurs formes d'organisation et par les valeurs et conceptions de la démocratie qui ont été portées par une partie des citoyens mobilisés.

La perspective des cycles de mobilisation apporte deux éléments essentiels à la compréhension du mouvement de juin 2013 et de son impact. Premièrement, elle relativise la nouveauté des formes d'action et de leur rapport à l'État en soulignant certaines ressemblances avec le début des cycles précédents. Comme d'autres « nouveaux mouvements sociaux » de cette époque, les rébellions populaires des années 1970 et 1980 ont, par exemple, critiqué la centralisation, la hiérarchie verticale et les conceptions du changement social de la « vieille gauche ». Elles leur ont opposé l'autonomie, des organisations plus horizontales et réticulaires, une pluralité d'identités ancrées dans une politique du quotidien et un changement social qui impliquait également la subjectivité des individus.

Deuxièmement, cette approche questionne l'idée dominante de mobilisations massives et très médiatisées qui surgissent soudainement et disparaissent presque aussitôt. Le mouvement de juin 2013 et les conflits qu'il a mis en lumière ne se sont pas terminés avec la fin des grandes manifestations. Au contraire, ces actions n'ont fait qu'ouvrir un nouveau cycle de contestation. La perspective des cycles nous enseigne que les mouvements sociaux passent par des périodes de mobilisations très médiatiques, dans une logique de l'événement (Tarrow 1998), auxquelles succèdent de plus longues phases de travail souterrain au cours desquelles ils n'apparaissent plus dans les grands médias mais poursuivent la reconfiguration d'un pôle critique en s'appropriant des formes neuves de contestation dans un contexte socio-politique inédit qu'ils ont en partie généré. Dans le cas du Brésil, il s'agit d'un moment où la mobilisation peut produire une polarisation idéologique ou de nouvelles convergences au sein des pôles critiques, à travers une nécessaire autocritique des groupes sociaux progressistes et des interactions nouvelles entre la société et le système politique. C'est notamment le cas de sujets politiques qui, dans un premier temps, se sont en partie définis contre ce système, voire comme « a-politiques ».

Une reconfiguration de la société civile et un autre rapport à l'État

Au cours du cycle de protestation précédent (1992-2013), les acteurs de la société civile ont été bien plus orientés par et vers l'État que par la société. Depuis l'arrivée au pouvoir du PT, la société civile a été profondément reconfigurée par l'institutionnalisation

d'une partie considérable de ses organisations et de ses militants à travers un modèle d'intégration souvent qualifié de « PT-CUTiste » (Boito Jr. & Galvão 2012) qui a engendré un reflux, voire une démobilitation des mouvements sociaux. C'est ce système qui a été contesté et radicalement questionné par les journées de juin 2013. Dans la plupart des villes, les manifestants ont d'ailleurs voulu garder leurs distances avec les partis, syndicats et autres organisations de la société civile.

20 Pendant que cette assimilation était à l'œuvre, une réorganisation des pratiques sociales s'opérait progressivement. Elle a surgi au grand jour en juin 2013. Le déclenchement de ces immenses manifestations n'est pas venu des grandes organisations de la société civile mais d'un réseau relativement modeste de jeunes « alter-activistes » (Pleyers 2010) : le mouvement Passe livre qui milite pour des transports publics gratuits. En protestant contre l'augmentation des tarifs par les compagnies de bus (largement privatisées au Brésil), il a ouvert un vaste champ de conflits autour des déplacements urbains qui s'est progressivement étendu aux services publics (éducation, santé, exactions policières, etc.) puis au rapport entre l'État et la société, au point de devenir l'espace d'expression d'une indignation latente mais relativement généralisée de la société brésilienne dans son ensemble. Une diffusion virale, des organisations réticulaires, des identités multiples et une transversalisation des agendas ont finalement rassemblé des millions de citoyens.

21 La mobilisation n'est pas née du seul Passe livre. D'une part, de nombreux groupes et individus qui n'appartenaient pas à des organisations ont joué un rôle majeur dans le déclenchement et la diffusion de la protestation, notamment – mais pas uniquement – via les réseaux sociaux. Ces derniers et le protagonisme des « nouveaux médias » sur Internet ont notamment joué un grand rôle dans la diffusion d'images de la répression policière élargissant considérablement l'indignation et les manifestations. Des formes d'action et des acteurs très différents coexistent dans cette reconfiguration de l'activisme brésilien : de nouveaux médias, de nouveaux syndicats, des mouvements de jeunes, des luttes urbaines, des comités populaires, etc. Les organisations y sont plus décentralisées, voire sporadiques. L'engagement y est multiple. Il s'incarne notamment dans des actions performatives mais aussi dans un répertoire très médiatique. D'autre part, une fois cet espace de protestation ouvert, de nombreux autres acteurs s'y sont engouffrés pour faire valoir leurs revendications (McAdam 1995) sans forcément maintenir de liens avec les protestations originales et reprendre les formes d'organisation, la culture politique, les références idéologiques ou le répertoire d'actions des premiers mobilisés. On retrouve ici un phénomène classique de « débordement social » (Bringel 2013b) : la protestation se diffuse de secteurs très mobilisés autour d'une cause particulière vers d'autres secteurs, au point que les groupes initiateurs se retrouvent totalement dépassés. Au climax de ce processus, un large spectre de la société se rassemble autour d'une indignation diffuse, avec des perspectives et des revendications parfois très différentes. Au Brésil, les Journées de juin ont mobilisé des acteurs qui contestaient le gouvernement sur sa gauche mais aussi sur sa droite, créant des deux côtés des dynamiques qui se sont poursuivies au-delà des élections de 2014.

22 Dans certaines villes, juin 2013 a ouvert un vaste espace de protestation et est entré en résonance avec des luttes sociales locales. Celles-ci ont repris vigueur à cette occasion, mêlant des dimensions corporatistes et sociétales. Ce fut particulièrement le cas à Rio de Janeiro où les mobilisations et les grèves se sont succédées jusqu'à la fin de la Coupe du Monde, en juillet 2014. La cause des indigènes défendant leur centre culturel à côté du stade du Maracanã a trouvé un écho et un soutien parmi les jeunes manifestants. La longue grève des professeurs du secondaire a articulé des revendications corporatistes avec celles d'un autre projet de société dont la revalorisation de l'éducation publique est un élément central. Il n'y a dès lors pas lieu d'opposer les « nouveaux » mouvements qui seraient davantage ancrés dans des perspectives culturelles aux « anciens », eux corporatistes. Ces dimensions se combinent dans les luttes actuelles. Au Brésil comme ailleurs, les mobilisations des années 2010 ont ainsi étroitement mêlé des enjeux autrefois qualifiés de « matérialistes » et « post-matérialistes » dans leur revendication pour la démocratie, une plus grande justice sociale et la dignité (Pleyers & Glasius 2013).

23 Le questionnement profond du modèle « PT-Cutiste » et l'émergence (toujours partielle) de sujets politiques différents ne signifient pas la fin des relations de coopération avec l'État et la disparition de la société civile institutionnalisée. D'autres acteurs, d'autres cultures politiques et d'autres formes d'organisation ont émergé, mais elles côtoient plus qu'elles ne remplacent les structures plus formelles de la société civile qui continuent d'être orientées par et vers l'État. Cette coexistence est également celle de générations de militants, socialisées et politisées dans des époques et des milieux très différents. Dans certains cas, cela a été jusqu'à une prise de distance entre les nouvelles générations militantes et celles d'activistes plus expérimentés. Ailleurs, les différentes formes d'action ont convergé de manière créative, donnant lieu à des synergies entre des initiatives artistiques et culturelles et d'autres formes d'engagement politique, notamment dans la ville de Belo Horizonte (Foureaux 2014). Certes, cette coexistence produit des tensions et des incompréhensions mais la combinaison de visions différentes de la mobilisation et de la démocratie permet également aux activistes de dépasser certaines limites inhérentes aux schémas d'action et d'organisation réticulaires qui sont souvent plus sporadiques et ont plus de mal à peser sur les politiques publiques.

Un nouveau sujet politique et une nouvelle génération de militants ?

24 Les mobilisations de masse sont désormais moins contrôlées par les organisations sociales et politiques et se diffusent souvent de manière virale, selon des logiques qui laissent davantage de place aux individus (Martuccelli 2010 ; Mayorga, Castro & Prado 2013 ; Domingues 2013 ; Pleyers 2010). La socialisation militante s'en trouve bouleversée. Jusqu'il y a quelques années, les organisations corporatistes très structurées – les syndicats, le mouvement des paysans sans terre (MST) – et les partis politiques constituaient les principales instances de la socialisation politique. Avec le discrédit des partis traditionnels, le rejet du modèle d'intégration de la société civile et le déploiement de nouvelles formes d'activisme réfractaires aux organisations structurées, les processus d'engagement se produisent de plus en plus dans des réseaux de connaissances et des groupes d'affinités. Il est dès lors essentiel de considérer également les impacts personnels et biographiques des journées de juin 2013.

25 La dimension personnelle et subjective est au cœur de nombreuses mobilisations récentes au Brésil comme ailleurs dans le monde. L'indignation est issue de l'expérience vécue de frustrations et du sentiment d'un manque de « respect » – un mot très utilisé dans les entretiens avec les manifestants – de la part de l'État et de ses institutions. Cette exigence, comme celle de démocratie, est à la fois une revendication adressée à l'État et un besoin personnel et collectif affirmé dans une volonté d'autonomie face à celui-ci. D'un côté, les citoyens demandent d'être traités et reconnus par l'État comme ils doivent l'être. Ils dénoncent vigoureusement les exactions policières ou l'absence de considération pour le travail des enseignants. D'un autre côté, la démocratie et le respect de chacun sont directement mis en œuvre dans les pratiques du mouvement, lors des manifestations, dans les réunions d'organisation ou sur les places occupées lors des mobilisations de l'hiver 2013.

26 L'affirmation de la valeur du respect et l'exigence d'une démocratie plus profonde ne se sont pas limitées à la sphère publique. Pour de nombreux citoyens, elles se sont ancrées dans une politisation de la vie quotidienne et dans de nouvelles formes d'action sociale et politique dans lesquelles la mobilité urbaine, la violence ou le machisme ont été perçus comme d'importants enjeux. Bernardo Sorj (2014, 373) y voit « un sentiment de responsabilité, qui permet de prendre conscience qu'un pays meilleur exige que tous les citoyens – même ceux qui se sentent victimes – assument un rôle actif dans le changement de la culture politique. Cette culture politique qui est présente, d'une manière ou d'une autre, dans les attitudes quotidiennes des citoyens. »

27 Les réseaux sociaux et, notamment, Facebook ont eu une grande importance dans les mobilisations au Brésil (Pleyers 2014) mais ils n'ont pas été pour autant le nouvel acteur des Journées de juin. C'est le sujet personnel qui a émergé à cette occasion en utilisant, entre autres, ces nouveaux moyens de communication (Sorj 2014). Le mouvement de 2013 est aussi celui d'une nouvelle génération de citoyens, qui a grandi dans la démocratie et dont beaucoup se sont socialisés après l'arrivée au pouvoir du PT. Nombreux sont les jeunes participants interrogés qui ne se définissent pas nécessairement comme des militants mais considèrent qu'il y a un « avant » et un « après » juin 2013, que le mouvement se poursuit, tel « un feu qu'on ne peut pas éteindre avec de l'eau », pour reprendre l'expression utilisée lors de plusieurs entretiens.

28 Le fait que les jeunes citoyens dénoncent les problèmes de corruption, la mauvaise qualité des services publics, les exactions policières ou la réduction des enjeux politiques aux querelles policiennes pointent sans doute certaines limites de la démocratie

brésilienne, mais c'est aussi et avant tout un gage de son succès. La nouvelle génération, née après la chute de la dictature, est profondément imprégnée de valeurs démocratiques et demande plus à la démocratie que des élections libres. Un étudiant qui a participé aux manifestations de Rio de Janeiro de juin à août 2013 l'exprimait ainsi : « Avant, je pensais que la politique, c'était des sénateurs qui se disputaient à la télévision. Maintenant, je pense que la politique, ça dépend de moi aussi, ça va du bus qui passe dans mon quartier à l'éducation et à la manière dont Petrobras est gérée.¹ » Ces jeunes citoyens en appellent à une reformulation de notre manière de concevoir et de pratiquer l'émancipation, la citoyenneté et la démocratie. Le changement est ainsi perçu comme un enjeu à la fois individuel et collectif, les deux dimensions étant étroitement imbriquées dans les mouvements contemporains.

29 Les grandes mobilisations comme celles qui eurent lieu au Brésil en juin 2013 donnent à voir des mutations sociales profondes et, jusque-là, souterraines. En même temps, elles contribuent à la transformation de la société. Elles ouvrent une période qui peut porter les germes de changements à venir : reconfigurations de la société civile, des subjectivités individuelles et collectives, du sens de la citoyenneté et de la démocratie. Dans ces mouvements, des citoyens portent les idéaux d'une démocratie plus profonde et plus directe. Ils demandent, en particulier à l'État, le respect de chacun qu'il appartienne aux classes moyennes ou qu'il vive dans une favela. Ces exigences ne sauraient se cristalliser dans un agenda politique et social clairement structuré et il est trop tôt pour en évaluer la portée. À ce stade, il ne peut y avoir d'interprétation définitive et d'analyse de causalité trop simples. Les prochaines décennies diront si l'héritage de ces événements se traduira plutôt par une transformation de la culture et de la conception de la citoyenneté d'une minorité influente ou s'il affectera également la politique institutionnelle et les différentes sphères de la société, au-delà des clivages qui continuent de marquer son caractère profondément inégalitaire.

Bibliographie

Alonso Angela & Ann Mische. 2015. « Changing Repertoires and Partisan Ambivalence in the New Brazilian Protests. » *Bulletin of Latin American Research*, à paraître.

Boito Jr., Armando & Andréa Galvão, dir. 2012. *Política e classes sociais no Brasil dos anos 2000*. São Paulo: Alameda.

Boltanski, Luc & Ève Chiappello. 1999. *Le Nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.

Bringel, Breno. 2009. « O futuro anterior: continuidades e rupturas nos movimentos estudantis do Brasil. » *Eccos Revista Científica* 11 (1): 97-121.

Bringel, Breno. 2013a. « Le Brésil et la géopolitique de l'indignation. » *La Vie des idées* 25 juillet.

Bringel, Breno. 2013b. « Miopias, sentidos e tendências do levante brasileiro de 2013. » *Insight Inteligência* 62: 42-51. Disponible sur : <http://www.insightinteligencia.com.br/62/PDFs/pdf3.pdf> (consulté le 26 mars 2015).

Bringel, Breno. & José Maurício Domingues, dir. 2015. *Global Modernity and Social Contestation*. Londres: Sage.

Bringel, Breno & Geoffrey Pleyers. 2015. « openMovements: social movements, global outlooks and public sociologists. » *openDemocracy*, 16 mars. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/breno-bringel-geoffrey-pleyers/openmovements-social-movements-global-outlooks-and-public-sociologist> (consulté le 26 mars 2015).

Burawoy, Michael. 2005. « For Public Sociology. » *American Sociological Review* 70 (1): 4-28.

Cava, Bruno. 2013. *A multidão foi ao deserto: as manifestações no Brasil em 2013*. São Paulo: Annablume.

Della Porta, Donatella. 2015. « Still a Chance for Another Europe? » *openDemocracy*, 20 Mars. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/donatella-della-porta/still-chance-for-another-europe> (consulté le 26 mars 2015).

Domingues, José Maurício. 2013. « Las movilizaciones de junio de 2013: explosión fugaz o nuevísima historia de Brasil? » *OSAL* 34: 63-73.

Dowbor, Monika & José Szewako. 2013 « Respeitável público... Performance e organização dos movimentos antes dos protestos de 2013. » *Novos Estudos – CEBRAP* 97: 43-55.

Foureaux, Francisco. 2014. « Belo Horizonte: a cavalaria andou de ré. » In *Junho: potência das ruas e das redes*, dirigé par Alana Moraes et al, 23-42. São Paulo: Friedrich Ebert Stiftung. Disponible sur : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/brasilien/11177-20150226.pdf> (consulté le 26 mars 2015).

Locatelli, Piero. 2013. *#Vem Pra Rua*. São Paulo: Companhia das Letras.

Martuccelli, Danilo. 2010. *La Société singulariste*. Paris : Armand Colin.

Mathieu, Lilian. 2011. *La Démocratie protestataire*. Paris : Presses de Sciences Po.

Mayorga, Claudia, Lucia Rabello de Castro & Marco Aurélio Maximo Prado, dir. 2013. *Juventude e a experiência da política no contemporâneo*. Rio de Janeiro: Contracapa.

McAdam, Doug. 1995. « Initiator and Spin-Off Movements: Diffusion Process in Protest Cycles. » In *Repertoires and Cycles of Collective Action*, dirigé par Michael Traugott, 217-240. Durham : Duke University Press.

NETSAL – Núcleo de Estudos de Teoria Social e América Latina. 2013. « Conjuntura Política Brasileira: do País do Futuro ao Futuro do País. » Dossier Temático n° 2. Rio de Janeiro: IESP-UERJ. Disponible sur : https://www.academia.edu/4455338/Dossi%C3%AA_Tem%C3%A1tico_n.2_junho_2013_Conjuntura_Pol%C3%ADtica_Brasileira_do_pa%C3%ADs_do_futuro_ao_futuro_do_pa%C3%ADs (consulté le 26 mars 2015).

Pleyers, Geoffrey. 2010. *Alter-Globalization. Becoming Actors in the Global Age*. Cambridge: Polity.

Pleyers, Geoffrey. 2014. « Ativismo das ruas e on line dos movimentos pós 2011. » *Lutas Sociais* 31(2): 83-93.

Pleyers, Geoffrey & Marlies Glasius. 2013 « La résonance des "mouvements des places" : connexions, émotions, valeurs. » *Socio* 2 : 59-80.

Ricci, Rudá & Patrick Arley. 2014. *Nas ruas: a outra política que emergiu em junho de 2013*. Belo Horizonte: Letramento.

Santos, Fabiano. 2013. « Primavera Brasileira ou Outono Democrático? » *Insight Inteligência* 62: 32-38.

Singer, André. 2012. *Os sentidos do lulismo: reforma gradual e pacto conservador*. São Paulo: Companhia das Letras.

Singer, André. 2013. « Brasil, junho de 2013 : classes e ideologias cruzadas. » *Novos Estudos – CEBRAP* 97: 23-40.

Sorj, Bernardo. 2014. « La politique brésilienne dans une nouvelle ère ? » *Socio* 3 : 367-374.

Tarrow, Sidney. 1998. *Power in Movement*. Cambridge: Cambridge University Press.

Touraine, Alain. 1968. *Le Mouvement de mai*. Paris : Seuil.

Notes

¹ Entretien, août 2013.

Pour citer cet article

Référence papier

Breno Bringel et Geoffrey Pleyers, « Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation », *Brésil(s)*, 7 | 2015, 7-18.

Référence électronique

Breno Bringel et Geoffrey Pleyers, « Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation », *Brésil(s)* [En ligne], 7 | 2015, mis en ligne le 26 mai 2015, consulté le 01 juin 2015. URL : <http://bresils.revues.org/1417>

Auteurs

Breno Bringel

Breno Bringel est sociologue, professeur à l'Institut d'études sociales et politiques (IESP) de l'Université de l'État de Rio de Janeiro (UERJ), coordinateur avec José Maurício Domingues du Laboratoire d'études de théorie sociale et Amérique latine (NETSAL) de cette université et

éditeur de *DADOS – Revista de Ciências Sociais*.

Geoffrey Pleyers

Geoffrey Pleyers est sociologue, professeur à l'Université catholique de Louvain, chercheur associé au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS, EHESS) et président du comité 47 « Mouvements sociaux » de l'Association internationale de sociologie.

Droits d'auteur

© Éditions de la maison des sciences de l'homme